



PARTICIPONS MASSIVEMENT AU 1^{er} MAI!

Dans la région parisienne, CGT, CFDT et FEN appellent cette année à une manifestation unitaire le 1^{er} Mai. Cela représente un événement important pour l'ensemble des travailleurs : ces dernières années, c'est la division qui avait prévalu le 1^{er} Mai comme dans la plupart des entreprises et sur la quasi-totalité des sujets. Division qui avait contribué à la démobilisation, au découragement, au repli sur soi de nombreux militants et travailleurs, à la désyndicalisation elle-même.

Le texte de l'appel commun représente un compromis positif entre les positions des différentes organisations. Il comporte des objectifs essentiels pour les luttes des travailleurs aujourd'hui. En particulier, la remise en cause de « *la stratégie du plan gouvernemental qui n'apporte pas de solutions aux problèmes posés* », la réaffirmation de la nécessité de l'unité Français-immigrés, « *une seule et même classe ouvrière* », contre le racisme, le « *droit à l'autodétermination des peuples, y compris des DOM-TOM* », l'exigence du « *plein exercice des libertés fondamentales, et celui des droits syndicaux en toute indépendance, la libération de tous les syndicalistes emprisonnés et la levée de toutes les inculpations de ceux-ci, dans quelque pays que ce soit* ».

Tout en remettant en cause la stratégie du plan de rigueur du gouvernement, le texte commun ne remet pas en cause explicitement chacune des mesures qui s'en prennent aux intérêts des travailleurs, et n'appelle à l'action et à la mobilisation des travailleurs que pour des objectifs bien généraux, « *gagner la bataille de l'emploi, réduire les inégalités et changer le travail* ». Les signataires déclarent partager les buts que se fixe le gouvernement de réduire l'inflation, le chômage et le déficit du commerce extérieur, alors que le renforcement de l'austérité ne pourra déboucher que sur une augmentation importante du chômage.

Malgré ces ambiguïtés, la manifestation unitaire du 1^{er} Mai 1983 à Paris, qu'il s'agit d'étendre partout en province, donne l'occasion aux travailleurs de se rassembler pour faire entendre leur voix, pour défendre leurs revendications et pour la solidarité internationale. Le PCML appelle les travailleurs à y participer massivement :

- pour faire face à l'offensive du patronat et de la droite ;
- pour défendre le pouvoir d'achat et exiger la progression de celui des bas et moyens salaires ;
- pour riposter aux mesures d'austérité du gouvernement et agir pour qu'il change radicalement de politique ;
- pour développer la solidarité entre travailleurs français et immigrés et imposer l'égalité totale des droits ;
- pour la solidarité avec les luttes des peuples pour leur indépendance et leur liberté, au Salvador comme en Afghanistan, en Afrique du Sud comme au Cambodge, en Palestine comme en Erythrée ;
- pour le désarmement et la défense de la paix ;
- pour de nouveaux rapports de la France avec le Tiers Monde, basés sur l'égalité et les avantages réciproques, et la reconnaissance du droit à l'indépendance des colonies françaises que sont les DOM-TOM.

Pierre BAUBY

Préparons la fête pour la paix du 19 juin

Le PCML vient d'adresser la lettre ci-dessous à l'Appel des 100 :

« Depuis la grande manifestation pour la paix dont vous avez pris l'initiative le 20 juin 1982, et à laquelle le PCML avait appelé et participé, la course aux armements s'est accélérée. Les deux superpuissances portent ainsi la responsabilité d'une augmentation des risques d'une troisième guerre mondiale comme des conséquences économiques et sociales catastrophiques de cette course aux armements. »

Tous les hommes et femmes de notre pays qui aspirent à la paix, tous les mouvements et associations pour la paix doivent faire converger leurs efforts pour un désarmement général, simultané et contrôlé, comportant en même temps le démantèlement des SS20 soviétiques et la non-installation des Pershing, la destruction simultanée et progressive des armements conventionnels et nucléaires, la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, le retrait des bases et troupes étrangères de tout pays. »

C'est pourquoi le PCML a décidé de soutenir et de participer à la Fête pour la paix du 19 juin 1983 dont vous avez pris l'initiative. »

Les Vietnamiens étendent leur agression à la frontière chinoise

Récemment les autorités vietnamiennes ont fait beaucoup de bruit sur « *un retrait partiel des troupes du Kampuchea* » et la « *convocation d'une conférence régionale* ». Mais sur le terrain, le porte-parole thaïlandais dit qu'« *on n'assiste qu'à un transfert de troupes d'une position à une autre* ».

Ces derniers jours, se développent une intensification et une extension de l'agression vietnamienne dans la région. Intensification des attaques contre les camps de réfugiés, des incursions sur le territoire thaïlandais. Extension à la frontière chinoise où les troupes du Yunnan ont dû riposter aux multiples provocations et incursions vietnamiennes (667 hectares d'hévéas brûlés). Que cherche le Vietnam en étendant ainsi le conflit ? A détourner nos regards de son invasion du Kampuchea ?

POUR UNE AUTRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Depuis le plan d'austérité annoncé par le gouvernement, nombre sont ceux parmi les travailleurs qui s'interrogent sur les points de convergence entre la politique gouvernementale actuelle et celles menées par les Reagan et Thatcher, ainsi que Barre en son temps. On s'interroge beaucoup dans la gauche sur la nécessité d'en venir à une politique protectionniste ou non, sur la possibilité de sortir de la crise en ne touchant pas à l'organisation du marché mondial impérialiste.

Notre parti est convaincu pour sa part que pour transformer les choses dans ce pays, il faut entreprendre un certain nombre de ruptures.

Pour pouvoir conduire une autre politique, il faut :

— combattre la domination du dollar dans le cadre du marché mondial ;

— protéger réellement le marché intérieur de l'agressivité des multinationales américaines, japonaises ou allemandes ;

— remettre en cause les rapports de domination (cf. article ci-dessous) de la France par rapport au Tiers Monde, négocier des accords bilatéraux avec ces pays sur la base de l'égalité et des avantages réciproques, proposant le non-recours à des monnaies intermédiaires.

Cependant cela implique obliga-

toirement la remise en cause en France même des forces qui ont intérêt au maintien de la situation présente, à savoir principalement le capital industriel et financier français, l'impérialisme français.

En effet le dollar est un instrument privilégié pour les placements spéculatifs et les investissements des groupes impérialistes français à l'étranger. S'y attaquer, c'est s'opposer à eux. Ne pas s'y attaquer, c'est accepter la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. L'agressivité des groupes impérialistes américains, japonais, allemands sur le marché français a pour pendant l'agressivité de l'impérialisme français sur les marchés étrangers. S'attaquer à cette organisation de l'économie mondiale et donc combattre également l'impérialisme français comme le souligne notre troisième proposition, c'est refuser cette règle du jeu, mettre en œuvre des mesures ayant pour conséquences la rupture d'avec l'impérialisme.

Seule l'amorce d'un tel processus peut permettre alors d'envisager la réorganisation de l'économie française ayant pour but de satisfaire les besoins populaires, à commencer par l'emploi, et soutenir l'effort de développement du Tiers Monde.

François LARGUIER

REMETTRE EN CAUSE LES RAPPORTS DE DOMINATION DE LA FRANCE À L'ÉGARD DU TIERS MONDE

Dans ce domaine, notre parti considère comme positives les tentatives actuelles de développement des relations économiques Sud-Sud.

Pour ce qui concerne la France,

— il se prononce pour l'indépendance des DOM-TOM ;

— il est favorable à ce que des accords bilatéraux avec des pays ou groupes de pays du Tiers Monde soient recherchés incluant :

* les règlements des échanges en

francs et monnaies de ces pays sans recours à des monnaies intermédiaires ;

* la possibilité de pratiquer le troc ;
* la suppression des tarifs douaniers français sur les produits finis et semi-finis ;

* le développement de transferts technologiques permettant à ces pays l'accession à des brevets ;

* des prêts sans intérêts de la France proportionnels au volume des échanges.

BLOC-NOTES

• Le 12 avril, s'est tenue une rencontre entre le CNAL (Comité national d'action laïque) et le PCML. Le CNAL y a notamment exposé les objectifs et premiers résultats de sa campagne « Vérité de l'école publique » — dont PCML-Flash a fait état dans son n°25 (10 février 83).

• Le 18 avril, P. Bauby et C. Granot, membres du Secrétariat politique du PCML, ont rencontré des membres du BP du PSU et procédé à un échange de vues sur le bilan des municipales, les récentes mesures gouvernementales et les tâches actuelles.

Samedi 23 avril à 14h., 4 Place St-Germain à Paris, l'AGEM (Association générale des étudiants martiniquais), l'UEG (Union des étudiants guyanais) et l'AGEG (Association générale des étudiants guadeloupéens) organisent une Journée de solidarité des peuples de la Caraïbe et de l'Amérique centrale contre l'impérialisme.

Le PCML soutient cette initiative et appelle à y participer.

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS GUADELOUPEENS

L'Union des travailleurs émigrés de Guadeloupe (UTEG), créée en 1980, vient de tenir à Paris son premier Congrès. Ce Congrès a été l'occasion de faire le point sur la situation des travailleurs venus de Guadeloupe chercher du travail en métropole et qui sont victimes de nombreuses discriminations : dans le travail, dans leurs conditions de logement, dans leurs conditions de vie. Bien qu'étant officiellement français, ces travailleurs sont soumis aux mêmes vexations racistes et xénophobes que les travailleurs immigrés.

Cette situation des travailleurs originaires de Guadeloupe, comme de l'ensemble des DOM-TOM, est à lier au statut de colonies françaises, qui continue à leur être imposé. Le gouvernement, près de deux ans après le 10 mai 1981, continue d'ailleurs à leur refuser le droit à l'autodétermination. Au contraire, il a développé les tentatives d'assimilation et a continué de réprimer les luttes que mène le peuple guadeloupéen pour défendre ses conditions de travail et de vie, comme pour obtenir son indépendance.

Le Congrès a adopté les quatre revendications principales des travailleurs émigrés en France : la reconnaissance de leur culture nationale, le droit au logement, le droit à la formation professionnelle et la diminution substantielle des tarifs aériens d'Air France pour pouvoir maintenir les contacts avec leur pays. Le PCML, représenté par Pierre Bauby à la séance de clôture du Congrès, a renouvelé son soutien et sa solidarité à l'UTEG, à ses revendications comme au droit à l'autodétermination de la Guadeloupe et des autres DOM-TOM.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

Formation professionnelle

NOUVEAUX DROITS

Le gouvernement vient d'adopter un projet de loi sur la formation professionnelle qui étend le droit au congé-formation individuel aux 2,7 millions de salariés travaillant dans des entreprises de moins de 10 salariés, qui en étaient exclus jusque-là. Ce projet donne également au comité d'entreprise le droit d'être associé à l'élaboration du plan de formation de l'entreprise, alors qu'il ne disposait jusqu'ici que d'un droit consultatif. La loi réformule aussi la formation alternée des jeunes, qui devra déboucher sur la reconnaissance d'une qualification reconnue par un diplôme de l'Etat, de l'Education nationale ou un titre homologué.